

Typologie, sociologie et origine des camps

Fritz Sauckel, surnommé le « négrier de l'Europe », chargé dès mars 1942, par tous les moyens, de drainer vers l'Allemagne des travailleurs de toute l'Europe, s'intéressa beaucoup à la France qui représentait à ses yeux le plus grand réservoir de main-d'œuvre qualifiée d'Europe. F. Sauckel usa d'intimidations et de menaces pour remplir ses objectifs, ses exigences formulées du printemps 1942 au début de 1944 étant appelées « Actions Sauckel ». Mais en mars 1942, moins de 100 000 travailleurs volontaires avaient quitté la France pour travailler en Allemagne. Le 7 mai 1942, F. Sauckel exigeant l'envoi de 250 000 travailleurs, P. Laval annonce dans un discours le 22 juin 1942, le système de la Relève, un prisonnier libéré pour le départ vers l'Allemagne de trois travailleurs libres.

Cette mesure étant un échec, avec seulement 17 000 départs volontaires à la fin août 1942, c'est la fin du volontariat, une directive de F. Sauckel précisant qu'il faudra désormais recourir au travail forcé. Le 4 septembre 1942, une loi française, concernant les deux zones, introduit la conscription pour tous les hommes de dix-huit à cinquante ans et pour les femmes célibataires de vingt-et-un à trente-cinq ans, loi impopulaire qui rencontra quelques oppositions au sein même du gouvernement et de l'Eglise. En décembre 1942, l'objectif de 250 000 travailleurs est atteint, la mesure concernant les femmes, sauf quelques cas individuels, ne sera pas effective.

Mais dès janvier 1943, Sauckel exige qu'un nouveau contingent de 250 000 travailleurs soit expédié en Allemagne avant la mi-mars. Le gouvernement français instaure alors le SOT (Service Obligatoire du Travail), mais en raison des moqueries dues à l'acronyme, il fut rapidement rebaptisé STO. Avec cette loi, le recrutement catégoriel de la Relève, visant surtout les ouvriers, se fait désormais par classes d'âges entières. Les jeunes gens nés entre 1920 et 1922 sont contraints de travailler en Allemagne à titre de substitut au service militaire. La jeunesse devient la cible du STO, la classe d'âge 1922 étant la plus touchée. Au total, 600 000 hommes partirent entre juin 1942 et août 1943, P. Laval ayant mis l'inspection du travail, la police, la gendarmerie au service des prélèvements forcés de main-œuvre et de la traque aux réfractaires du STO.

Mais de moins en moins de requis à la Relève et au STO s'exécutent, beaucoup se cachent dans de la famille ou dans des fermes où ils servent de main-d'œuvre. On estime à environ 20 % les réfractaires qui prirent le maquis, d'autres, beaucoup moins nombreux, allant grossir les rangs de la France libre.

À Grenoble, suite à l'institution de la Relève, les autorités allemandes installent un Office de placement place de la gare, devenue un des lieux centraux de la ville, à l'hôtel Terminus. Ce bureau, avec l'aide des services administratifs de Vichy comme l'Office départemental du travail, se lance dans une intense propagande par des tracts, des affiches, des communiqués dans le principal quotidien local, *Le Petit Dauphinois*, efforts contrés par une contre-propagande de la Résistance, particulièrement par tracts clandestins. Dans le département, 1 164 volontaires répondent à l'appel, ce qui constitue un relatif échec, comme dans l'ensemble du pays. Les autorités allemandes libèrent en échange six cents prisonniers sur les huit mille que comptait le département. À la Libération, certains des travailleurs volontaires furent traduits devant la Cour de justice, comme Roger L. de Grenoble, Ernest et Raymond L., le père et son fils, ou Robert T. La plupart bénéficièrent d'un non-lieu.

Ces résultats décevants conduisent P. Laval à créer le STO, dirigé par un Commissariat général possédant des antennes en province, comme celle du 9, Grand' rue à Grenoble. Le premier mois de la mise en place du STO, près de 500 jeunes sur les 1 265 convoqués partent. Par la suite, les Isérois, à l'image de l'ensemble du pays, choquées par ces mesures vont, de manière d'abord spontanée puis organisée, montrer leur opposition et mettre sur pied des répliques, individuelles ou collectives : en Isère, des manifestations se produisent près des centres de regroupement. Les mouvements de Résistance ripostent, en agissant soit au sein même de l'administration grâce au Noyautage des Administrations Publiques (NAP), soit de l'extérieur en sabotant la propagande, par exemple en attaquant deux cinémas de Grenoble, ou encore en volant les fichiers du STO : ainsi le 3 septembre 1943, les Groupes francs font-ils disparaître l'ensemble des dossiers à Grenoble.

Les origines des camps du Vercors découlent des exigences allemandes et des mesures françaises. En effet, du point de vue de la Résistance, deux Vercors se succédèrent : le premier naquit de la volonté de militants socialistes de Grenoble et de Villard-de-Lans d'y créer un lieu de repli pour les persécutés de toute nature ou les premiers résistants. Ainsi le Dr Martin, ancien maire SFIO de Grenoble, l'un des quatre-vingts députés qui refusèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, Eugène Chavant, Aimé Pupin, le Dr Samuel, Eugène Farrafiat, appuyés par la logistique des cars des frères Huillier, y créèrent avec d'autres un groupe du mouvement Franc-Tireur. Celui-ci commença à trouver des hébergements pour les personnes poursuivis par Vichy, puis, après novembre 1942, par les autorités italiennes d'occupation. Le développement du travail en Allemagne, d'abord volontaire, puis obligatoire (Relève, STO) donna une très forte impulsion à cette activité et, pour accueillir les réfractaires, Franc-Tireur dut créer des camps, dont le premier fut celui d'Ambel, créé, selon les sources, le 19 décembre 1942 ou le 6 janvier 1943, voire à l'automne 1942. L'origine du premier camp du Vercors est à trouver dans l'achat fait par Victor Huillier et trois de ses amis, du tiers de la ferme d'Ambel. Celle-ci appartenait à Jean Ehrlich, député de la Seine (XIII^e arrondissement de Paris), membre du Parti socialiste SFIO, d'origine israélite, qui conserva en indivision avec sa sœur et son frère les deux tiers restant, loués à l'entreprise de V. Huillier, la Société d'exploitation forestière (SEF). L'ensemble était destiné à l'exploitation du bois pour les gazogènes. Dès septembre 1942, la ferme d'Ambel devint le refuge de réfractaires, et l'on considère que s'y est créé le premier maquis de France à l'automne 1942. Simon Samuel, frère d'Ernest, avec la collaboration du directeur de l'exploitation forestière, M. Bourdeaux (*Fayard* dans la Résistance), devint le premier responsable du camp.

Les camps du Vercors vers mars 1943			
Numéro	Situation	Chef	Responsable
C1	Ambel	Simon	Bourdeaux
C2	Corrençon	André	Jo Beaudoint
C3	Autrans	Robert	Martin
C4	Cournouze	Akerman	Roche
C5	Rousset puis Méaudre	Feutrier	Charlier
C6	Chapelle-en-Vercors	?	Malossane
C7 (1)	Plateau Saint-Ange puis Méaudre	Céleri	Masson

C8 (2)	Croix-Perrin (Autrans) Puis Gros-Martel (Méaudre)	?	?
(1). Camp créé par Combat, intégré en avril-mai 1943 dans les camps Franc-Tireur. (2). Camp créé par Combat, intégré plus ou moins dans les camps Franc-Tireur. Source : Récit d'Aimé Pupin			

Au printemps 1944, les camps du Vercors regroupaient environ 400 à 450 maquisards répartis en seize camps.

Nous avons étudié l'un d'entre eux parmi les plus anciens, le C3, installé dans la région d'Autrans. Le camp C3 comptait quarante maquisards, soit un dixième de l'effectif total du Vercors. Regroupés en amicale, les anciens du C3 ont constitué une véritable base de données qui nous a permis d'analyser dans les tableaux qui suivent, les dates d'arrivée, les motivations, les âges, les professions des membres du camp. Grâce à l'étude d'ensemble de Gilles Vergnon dans son livre *Histoire et mémoire d'un maquis*, nous avons pu repérer les tendances spécifiques de ce camp ou au contraire celles qui s'appliquent à tous les camps. Dans la mesure où nous le pourrons, en fonction d'éléments fiables, nous analyserons d'autres camps. Dans l'immédiat, voici les résultats de notre analyse pour le camp C3.

Pour le camp C3, comme le montrent les tableaux suivants, de nombreuses arrivées correspondent aux « Actions Sauckel » de la Relève et du STO. Une forte présence ouvrière due aux bassins d'emplois de Grenoble, de la vallée du Grésivaudan, de la région voironnaise, de Romans et de Valence doit être relevée. Par classes d'âge, nous remarquons d'abord l'arrivée des anciens, cibles de la Relève, puis des classes intermédiaires, des jeunes frappés par le STO, enfin, celle des très jeunes.

Origines géographiques des maquisards du Camp C3		
Origine géographique (par département)	Effectif	Pourcentage
Isère	24	60 %
Drôme	1	2,50 %
Savoie	2	5 %
Rhône	3	7,50 %
Loire	1	2,50 %
Ensemble de l'actuelle région Rhône-Alpes	31	77,5 %
Bouches-du-Rhône	1	2,50 %
Seine-et-Oise	3	7,50 %
Seine	2	5 %
Meurthe-et-Moselle	1	2,50 %
Nés à l'étranger	2	5 %
Total	40	100 %
Source : Liste des effectifs rédigée par Roméo Secchi, chef du camp C3, avec dates et lieux de naissance, dates d'arrivée au camp et professions.		

Motivations de la venue des maquisards au Camp C3		
Motivation	Effectif	Pourcentage
Réfractaire au STO	26	65 %
Réfractaire à la Relève	6	15 %
Raison raciale (Juif)	1	2,50 %
Évadé des Chantiers de la Jeunesse	1	2,50 %
Étrangers	2	5 %
Requis par la Résistance	1	2,50 %
Militaires de l'Armée d'Armistice	3	7,50 %
Total	40	100 %
Source : Liste des effectifs rédigée par Roméo Secchi, chef du camp C3, avec dates et lieux de naissance, dates d'arrivée au camp et professions.		

Âges des maquisards du Camp C3 au 31 mai 1944		
Âge	Nombre	Pourcentage
40 ans	1	2,50 %
37 ans	1	2,50 %
31 ans	1	2,50 %
30 ans	2	5,00 %
29 ans	1	2,50 %
27 ans	1	2,50 %
25 ans	2	5,00 %
24 ans	6	15,00 %
23 ans	6	15,00 %
22 ans	6	15,00 %
21 ans	6	15,00 %
20 ans	5	12,50 %
19 ans	1	2,50 %
18 ans	1	2,50 %
Total	40	100, %
Source : Liste des effectifs rédigée par Roméo Secchi, chef du camp C3, avec dates et lieux de naissance, dates d'arrivée au camp et professions.		

Origines professionnelles des maquisards du Camp C3		
Profession	Effectif	Pourcentage
Militaires de carrière	3	7,50 %
Ouvriers	19	47,50 %
Employés. Agents techniques. Techniciens	11	27,50 %
Étudiants	5	12,50 %
Sans profession	1	2,50 %
Évadé des Chantiers de la Jeunesse	1	2,50 %

Source : Liste des effectifs rédigée par Roméo Secchi chef du camp C3, avec dates et lieux de naissances, dates d'arrivées au camp, professions.

Dates d'arrivée des maquisards au Camp C3 Arrêtées au 31 mai 1944			
Année	Mois	Nombre	Pourcentage
1943	Janvier	3	7,50 %
1943	Mars	6	15 %
1943	Avril	5	12,50 %
1943	Mai	6	15 %
1943	Juin	1	2,50 %
1943	Juillet	2	5 %
1943	Août	2	5 %
1943	Septembre	3	7,50 %
Total 1943	1943	28	70 %
1944	Janvier	6	15 %
1944	Février	1	2,50 %
1944	Mars	1	2,50 %
1944	Mai	4	10 %
Total 1944	1944	12	30 %

Source : Liste des effectifs rédigée par Roméo Secchi chef du camp C3, avec dates et lieux de naissances, dates d'arrivées au camp, professions.

Auteurs: Alain Raffin et Jean-William Dereymez

SOURCES :

Récit d'Aimé PUPIN

Daniel HUILLIER, *Vercors : la Résistance. Souvenir d'un adolescent*, sl (Grenoble), 2001, 11 + 5 p.

NAL Louis, *La Bataille de Grenoble. Mémoires posthumes présentés et annotés par Joseph Perrin*, Paris, Éditions des deux miroirs, 1964, 320 p.

La main-d'œuvre française exploitée par le III^e Reich. Actes du colloque de Caen (novembre 2001), textes rassemblés par B. Garnier, J. Quellien et F. Passera.